



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

2€

«Nous n'avons pas peur des ruines.»

Durruti



L'État **assasine** À bas l'impunité



Pour favoriser une irrigation intensive au seul service d'une trentaine de producteurs de maïs, l'irréparable a donc eu lieu. La vie de Rémi Fraisse (vingt et un ans) a tragiquement été interrompue par la bêtise et l'obstination de l'État, toujours prêt à défendre des intérêts particuliers qui vont à l'encontre de l'intérêt général. Les commentateurs de tout poil, politiques ou journalistes, n'en finissent pas de souligner les violences observées lors des affrontements sur la ZAD du Testet. Pour la gendarmerie, il ne s'agit que d'« un accident, un malheureux concours de circonstances ». On connaît le refrain. Qu'on nous permette juste de faire remarquer qu'à chaque fois, au Testet, comme à Notre-Dame-des-Landes, comme ailleurs, les manifestants sont dans leur très grande majorité non violents, ce qui est loin d'être le cas des forces policières, qui procèdent à des interventions de plus en plus musclées et démesurées à chaque nouveau conflit. Force est de constater que, si au cours de ces dernières décennies on compte dans les rangs des manifestants des morts ou des blessés graves (genre œil crevé par tir de flash-ball), tel n'est pas le cas pour les différents corps de police. Combien de tués, d'infirmes, chez nos cow-boys en uniforme ? Qui a les moyens de sa violence ? Celle – éventuelle – des citoyens paraît bien faible par rapport à celle de l'État provocateur. Après des mois de surdité absolue, les autorités ont annoncé la suspension des travaux du barrage de Sirvens. Fallait-il pour cela attendre la mort d'un homme ?

Actualité

- Libérez Georges Ibrahim Abdallah**, par P. Arnaud, page 3
- La ZAD du Testet**, par Fred et Marius, page 4
- L'hôpital public démentelé de l'intérieur**, par Justhom, page 5
- Météo syndicale**, par J.-P. Germain, page 6
- Communiqué: contre le Medef et l'Etat**, par la FA, page 7
- Les mensonges de M. Erdogan**, par T. Nisse, page 8

Arguments

- Athéisme et anarchisme**, par E. Vilain, page 10

International

- Communiqué de la FA mexicaine**, par la FAM, page 15
- Les anarchistes et le Rojava**, par Anarchistes solidaires, page 16

Histoire

- Les GARI**, par T. Ariza et F. Coudray, page 18

À voir

- L'empire des caniveaux**, par N. Potkine, page 20

À lire

- La chaise et le tabouret**, par A. Bernard, page 21

Illustrations

Kalem, Krokaga, La Sala

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n ^{os} hebdos, 1 n ^o hors série	25 €
6 mois, 18 n ^{os} hebdos, 2/3 n ^{os} hors série	50 €
1 an, 35 n ^{os} hebdos, 5/6 n ^{os} hors série	75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah

LA FRANCE, à l'instar de nombreux pays, a ses prisonniers politiques; prisonniers politiques parce que ce sont des interventions d'États qui motivent la détention. Cet article vise à informer les lecteurs du *Monde libertaire* de la situation de Georges Ibrahim Abdallah.

Georges est un Libanais détenu en France depuis plus de trente ans. Condamné en 1984 à perpétuité (actuellement à la prison de Lannemezan dans les Hautes-Pyrénées), il est libérable depuis 1999.

Georges, qui se définit comme communiste, a adhéré au Front populaire pour la libération de la Palestine, organisation palestinienne marxiste. À l'époque, en 1982, le Liban est envahi par l'armée israélienne pour la deuxième fois en trois ans, ce qui fait lien avec la Palestine toujours sous occupation militaire israélienne. L'opération, dénommée Paix en Galilée, fera 25 000 morts et 45 000 blessés arabes et 670 soldats israéliens tués. Édifiante continuité historique!

Georges Abdallah est membre des Fractions armées révolutionnaires libanaises (Farl), qui ont décidé de porter la résistance à cette occupation en Europe en raison de la complicité des puissances occidentales et au premier chef de la France et des États-Unis.

Deux membres des services secrets israéliens et américains sont exécutés en France par les Fari. Georges est arrêté pour détention d'armes puis condamné pour complicité de meurtres à une peine de perpétuité. Les armes ayant servi à ces deux exécutions ont été retrouvées chez lui.

Mais les choses n'ont pas été simples avant d'en arriver là. Georges a d'abord été condamné pour détention d'un faux passeport délivré par les autorités algériennes, puis il devait être échangé contre le fils de Gilles Perrault détenu au Liban, enfin il est avéré que son avocat était lié aux services secrets français.

En détention, Georges a fréquenté Jean-Marc Rouillan, militant d'Action directe, ainsi que des militants basques. Il côtoie des mili-

tants islamistes avec qui il n'a aucune affinité, malgré ce que certaines rumeurs laissent entendre.

Libérable, à plusieurs reprises les juges des libertés avaient décidé de son élargissement. À chaque fois, le parquet a fait appel ou s'est pourvu en cassation, comme ce fut le cas fin 2012, alors que l'appel avait confirmé la demande de mise en liberté, assortie d'une mesure d'expulsion. Le ministre de l'Intérieur de l'époque, actuel Premier ministre, a refusé d'en signer l'arrêté, rendant impossible la libération conditionnée par cette mesure d'expulsion. Au final, la Cour de cassation a considéré la demande de libération comme irrecevable.

À chacune de ses demandes de libération, les représentants des gouvernements américain et israélien se sont exprimés pour demander le maintien en détention. À plusieurs reprises, pour demander sa libération, Georges Ibrahim Abdallah a dû passer devant une commission de psychiatres (commission instituée contre la récidive des délinquants sexuels puis étendue à tous). Les psychiatres lui demandant si dans des conditions identiques d'occupation de son pays il reprendrait les armes, Georges répondait oui, ses convictions n'ayant en rien changé. Il semble que, avec la nouvelle loi Taubira, le passage devant cette commission ne soit plus systématique mais seulement effectué à la demande du juge des libertés.

La neuvième demande de libération a été portée le mardi 30 septembre devant le juge des libertés. Nous attendons le verdict, la réaction du parquet et celle du pouvoir politique actuel. Le Liban a déclaré être prêt à accueillir Georges. C'est la seule voie raisonnable.

Avec les comités de soutien, nous considérons que trente ans de prison, c'est trop; que la peine à perpétuité n'a jamais été appliquée en France et que la détention de Georges sort du droit pour devenir une détention politique, une vengeance d'État, sous pressions américaines et israéliennes. Ces pressions arguent de la constance des convictions poli-

tiques de Georges, solidaire des peuples en lutte contre l'impérialisme, le sionisme et pour la libération de la Palestine. Pour Georges, ça a été:

Trente ans de prison, trente ans de résistance!

En effet, même en prison Georges n'a eu de cesse d'apporter sa solidarité aux autres combattants en accompagnant les grèves de la faim des prisonniers palestiniens, tous arbitrairement détenus, en refusant les prélèvements ADN en solidarité avec ceux qui les refusent, qu'ils soient faucheurs d'OGM ou militants syndicaux.

Le comité Libérons Georges 33 apporte son soutien à sa libération en multipliant les informations et les actions: projection débat à la suite de *Route 60*, film du Palestinien d'Israël Alaa Ashkar (rencontre d'un Palestinien d'Israël avec les Palestiniens de Cisjordanie); théâtre de rue avec les *Dépossédés* par la Compagnie des Petits Tréteaux; soirée musique, poésie, chant, slam, à l'Athénée libertaire de Bordeaux.

Le samedi 25 octobre, un rassemblement national devant le centre pénitentiaire de Lannemezan a été organisé – avec bus collectif – pour protester contre l'entrée de Georges dans sa trente et unième année de prison. Le rassemblement a regroupé des proches de prisonniers, des collectifs du Pays basque, de Toulouse, de Bordeaux, de Lille, du Nord, de la Belgique, de Paris avec la présence de diverses organisations comme la Ligue des droits de l'homme. Georges tient à ce que ces manifestations se fassent aussi en faveur de la libération des prisonniers palestiniens. Ce fut encore le cas cette année.

Philippe Arnaud

Cercle libertaire Jean-Barrué 33

Références

«Georges Ibrahim Abdallah», collectif International – Al Dante.

Documents: <http://liberonsgeorges.over-blog.com>

La ZAD du Testet

LA LUTTE DU LARZAC a été un mouvement de désobéissance civile non violente contre l'extension d'un camp militaire sur le causse du Larzac qui dura une décennie, de 1971 à 1981. On peut dire que le mouvement zadiste est dans la continuité de cette période de résistance qui se solda par une victoire des paysans lorsque François Mitterrand, nouvellement élu Président de la République, décida d'abandonner le projet.

À Grenoble, les écocitoyens s'enracinent dans les arbres. Pour éviter la destruction d'un parc, ils campent au cœur des branchages.

L'engagement dans la lutte à Plogoff va revêtir différents aspects. En effet, entre habitants du Cap, citoyens bretons ou encore militants écologistes, les motivations, bien qu'en partie communes, vont être très variées. Si on retrouve chez la quasi-totalité des acteurs de ce conflit social le rejet de l'activité nucléaire, bien d'autres facteurs vont effectivement motiver leur entrée en résistance face au projet de centrale porté par l'État et EDF.

La défense de l'environnement est l'un de ces facteurs. À la fin des années soixante-dix, la Bretagne est une région qui a déjà payé un lourd tribut face aux catastrophes industrielles. En 1967 (*Torrey Canyon*) puis en 1978 (*Amoco Cadiz*), l'échouage de deux pétroliers et les marées noires qui vont s'en suivre vont venir souiller les côtes bretonnes et marquer durablement les esprits.

C'est donc dans cet esprit de lutte initié dans les années 1970 que puise la révolte des zadistes.

Pour une grande partie des zadistes de Notre-Dame-des-Landes, le projet d'aéroport est l'occasion de défendre d'autres valeurs que l'écologie : altermondialisme, anticapitalisme et pensée libertaire. Un collectif de neuf personnes, résidentes des communes voisines du projet d'aéroport du Grand Ouest, a initié cette association afin de promouvoir, dès 2000, leur opposition à ce projet qui sème la discorde depuis 1963.

C'est une association laïque. Elle est indépendante de tout parti politique, de groupement confessionnel ou d'organisation syndicale. Le but avoué est de décider le pouvoir politique en place à abandonner



définitivement la construction de ce complexe aéroportuaire en agissant de façon à sauvegarder les intérêts environnementaux et l'harmonie territoriale par son aménagement.

Divers modes de communication sont utilisés pour atteindre ce but, relayés par de nombreux sites internet : grève de la faim, lieux de résistance, « Camp action climat », communiqués de presse, tracts et banderoles, site, manifestations, barrages routiers, éditions limitées de bières en bouteille...

Le Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Testet a été créé en 2011 pour protéger la dernière zone humide d'importance du bassin-versant du Tescou (nord-ouest du Tarn) menacée de destruction par le projet de barrage de Sivens. Ce barrage, présenté comme d'intérêt général, est en fait destiné à 70 % pour l'irrigation intensive d'une vingtaine de fermes et pour 30 % au soutien d'étiage (dilution des pollutions). C'est un projet inadapté, dont le coût environnemental et financier est très élevé, au profit de pratiques agricoles qui sont une impasse pour les agri-

culteurs comme pour la société dans son ensemble. Agissons ensemble pour obtenir enfin des pratiques agricoles qui économisent l'eau et respectent les zones humides !

La situation plus qu'inquiétante de notre planète nous impose de retrouver le chemin de formes d'action et de lutte plus efficaces et plus radicales. Nous croyons que la réalité des rapports de forces que nous subissons en matière de nucléaire civil et militaire, de protection de l'environnement contre les pratiques de certaines multinationales, de mondialisation de l'injustice sociale, etc., exigent de renouer avec une culture de la désobéissance civile/civique, de l'action directe non violente, du refus radical et ludique.

Un mort.

Oui c'est confirmé.

Oui c'est dramatique.

Oui il y a eu des affrontements au Testet.

Soyons soudés pour préparer la révolution sociale et libertaire.

Fred et Marius

*Liaison Fresnes-Antony, Anar'iste
de la Fédération anarchiste*

L'hôpital public démantelé de l'intérieur

LE CENTRE HOSPITALIER universitaire de Rouen (CHU) est totalement gangrené de l'intérieur. La vermine qui l'attaque est nourrie par la complicité des pouvoirs politiques mais aussi de l'administration et notamment par l'Agence régionale de santé (ARS). L'ARS programme la suppression de plus de 80 lits au CHU de Rouen, dont une quarantaine à Bois-Guillaume (banlieue rouennaise) qui seraient déjà fermés. Plus de 20 lits seront supprimés à Saint-Julien (Rouen Gauche) et plus de 12 lits également dans le service de pneumonie à Charles-Nicolle (le CHU). Le prétexte invoqué pour fermer ces lits est le manque de personnel, et pourtant la direction freine l'embauche, procède trop souvent à des licenciements et au non-remplacement des départs à la retraite. Ce qui est inconcevable, c'est que la direction de l'hôpital gère le service public comme une entreprise privée. Elle fonctionne en termes de rentabilité et de profit maximaux au détriment de la santé des patients et de celle des salariés, d'où très peu d'embauches alors que les besoins sont criants. La notion de service public est passée aux oubliettes. Le constat est alarmant car le manque de personnel et des locaux souvent vétustes font que, malheureusement, les accidents sont de plus en plus nombreux. Les premières victimes sont les patients : il y a de plus en plus d'erreurs médicales, de mauvais diagnostics. Le personnel soignant n'est pas épargné, lui aussi est en détresse. Il fait le maximum, il donne de sa personne mais, au bout du bout, il déprime et est contraint à des arrêts pour maladie. Il arrive également que cette détresse et cette déprime le mènent au suicide. Le service public hospitalier est dans un tel état de délabrement qu'il n'épargne ni les malades ni les soignants.

La médecine libérale au sein du service public hospitalier

La casse du service public est totalement délibérée. C'est ainsi que Monsieur Q. a reçu une convocation pour se rendre à un examen scannographique au CHU de Rouen (cette convocation, je l'ai en ma possession). Sur celle-ci figure juste, sous l'en-tête CHU, la mention «secteur libéral» et un numéro Finess (Fichier national des établissements sanitaires et sociaux). La direction du CHU justifie la mise à disposition de son numéro Finess au secteur libé-

ral par un argument qui vaut par son hypocrisie. Jugez-en : «C'est pour l'amélioration du service proposé aux auxiliaires médicaux.» Plutôt que d'embaucher du personnel, les pouvoirs politiques et administratifs ouvrent toutes grandes les portes de l'hôpital public aux requins du secteur libéral. Ils peuvent donc tranquillement s'approprier tout ce qu'il y a de rentable.

Il est également précisé dans cette convocation, au cas où le patient ne comprend pas, qu'il doit prévoir un montant de 40,38 euros ou 71,16 euros, correspondant au règlement des honoraires du médecin. En fait, une fois l'examen scannographique réalisé, c'est 98 euros qui est réclamé à Monsieur Q. Ce dernier a refusé de payer en arguant que le service public de la santé avait pour mission de soigner gratuitement les patients ; que l'examen avait été fait par du personnel hospitalier et que le médecin «libéral» n'était pas présent. Après avoir discuté avec le personnel, qui a compris ses arguments, Monsieur Q. est parti sans payer, le compte-rendu de l'examen sous le bras. Par contre, le médecin ne se gêna pas pour passer à la caisse, et je pense que la recette sera fructueuse dans la mesure où, en l'espace d'une heure, c'est quasiment une quinzaine de personnes qui attendaient leur tour ! Si tous les patients réagissaient comme Monsieur Q. et refusaient d'obéir docilement à chaque fois que des décisions et des lois édictées par les pouvoirs gouvernementaux lorsqu'elles leur paraissent injustes, la désobéissance pourrait devenir un outil de lutte et ébranler l'autoritarisme des gouvernements et la certitude de ses servants. Ils permettraient d'enfoncer quelques coins dans le système capitaliste. Les politicards perdraient de leur superbe. Certes, ce type de désobéissance ne mettra pas un terme à la casse du service public, mais, s'il peut contribuer modestement à une véritable prise de conscience de la part du personnel et des patients, il viendra renforcer toutes les luttes diverses et variées qui sont menées dans le pays. Ainsi, la lutte de classes et le rapport des forces pourraient un jour ou l'autre basculer dans le camp des travailleurs et du peuple.

Un choix de classe

C'est ainsi que ce monsieur pensait être soigné par des médecins du service public, que nenni, il le sera par un médecin du secteur libéral. Ce dernier bénéficiera de toute la logistique du service public, le personnel sera à son service, et cela gratuitement. Il aura à sa disposition le matériel (scanner, locaux, lit, etc.) et le personnel administratif, secrétaire, comptable et soignant. Il n'est pas impossible qu'il soit également rémunéré en vacation par l'hôpital. Voilà de l'argent gagné facilement et sans aucun investissement, le tout avec la complicité de l'État.

La volonté des pouvoirs politiques est de démanteler le service public de la santé. L'asphyxie financière est l'un des moyens. Ils font le choix de favoriser le secteur de médecine libérale au sein même et au détriment du service public de la santé. Les choix sont clairs : pas d'argent pour moderniser l'hôpital, pour embaucher du personnel ; il faut en finir avec une médecine pour tous et gratuite. Par contre, ces mêmes pouvoirs politiques n'hésitent pas à mettre au service de la médecine libérale toutes les infrastructures du service public ainsi que le personnel.

Le ver est dans le fruit et si l'on ne veut pas qu'il l'engloutisse totalement, il y a «urgence» à faire en sorte que le personnel hospitalier, les patients mais aussi tous ceux qui se disent être les défenseurs du service public prennent conscience que les politicards sont en train de transformer l'hôpital en hospice qui accueillera uniquement les laissés pour compte du capitalisme qui n'ont pas les moyens financiers de payer, ou de nouveaux précaires qui demain se trouveront dans la même situation que les «sans dents». Pour sauver le service public de la santé, pour permettre à tous les citoyens de se soigner, pour l'accès aux soins pour tous dans un souci d'égalité, le personnel et les patients doivent impérativement se regrouper dans des collectifs, des associations, des syndicats... Il s'agit de développer le sens de l'intérêt collectif en refusant de servir, de se mettre à la disposition des intérêts privés et libéraux afin de créer le rapport de force que permettra de sauver le service public de la santé.

Justhom

Gruppe de Rouen
de la Fédération anarchiste

Chroniques de la guerre sociale

Amiens : des vaches et des hommes

D'un côté mille vaches (sans compter ceux qui sont en uniforme) et de l'autre, neuf membres de la Confédération paysanne. Ces derniers comparaissaient la semaine dernière devant la justice pour avoir participé au démontage de la mégalaiterie, symbole de l'industrialisation à outrance de notre société capitaliste. Verdict : condamnations à amendes et prison avec sursis. Le Foll, ministre de l'Agriculture, leur avait pourtant signifié qu'il était contre ce projet d'installation gigantesque dit de la «ferme des mille vaches», mais qu'il ne pouvait rien faire contre. Réponse du porte-parole des syndicalistes de la Confédération paysanne : «Ou il nous prend pour des cons, ou ce ministère ne sert à rien.» Les deux peut-être ?

Déclarations fiscales

Après la «phobie administrative» de Thomas Thévenoud (PS), voici la «mauvaise compréhension» de Gilles Carrez (UMP) quant au paiement de l'ISF (Impôt de solidarité sur la fortune). «Interprétation différente» de la législation, d'après l'intéressé. Quand même, si un député président de la Commission des finances de l'Assemblée nationale n'est pas fichu de remplir correctement sa feuille d'impôt, comment voulez-vous qu'un simple adhérent de la Fédération anarchiste y arrive ? C'est vrai que pour nous c'est simple : pas d'ISF à déclarer.

Accident d'avion/accident de travail

Du beau linge aux obsèques de Christophe de Margerie : politiques de droite et de gauche – Hollande en tête – patrons de combat du Medef : Pierre Gattaz, Laurence Parisot, Ernest-Antoine Seillère... délégations étrangères, tous «unis dans la douleur». Rarement accident de travail aura autant mobilisé. À noter que tous ces éplorés étaient absents aux obsèques des ouvriers de Total morts au travail ces dernières années (sur les sites de Carling, Gonfreville, La Mède...). Problème d'agenda surbooké sans doute.

Météo syndicale



MARDI 28 OCTOBRE, militantes et militants rassemblés devant le Royal Monceau (dit hôtel de la royale arnaque) en grève n'avaient pas eu connaissance des «révélation» du Canard enchaîné du lendemain. L'annonce de frais considérables pour la rénovation de l'appartement (bien situé à Vincennes) du leader maximo actuel de la CGT a fait grand bruit dans les médias. Fini les masures prolétaires, embourgeoisement dans les organes dirigeants de la centrale de Montreuil¹ ? On se perd en supputations sur la traçabilité de la fuite : jalousie ou résultats de conflits internes ? À la CGT, Hercule Poirot, Sherlock Holmes sont sur toutes les pistes. On attend l'arrivée de l'inspecteur Gadjet.

Pour en revenir aux grévistes de l'avenue Hoche, elle et ils auraient pu proposer l'occupation d'une suite luxe dans l'hôtel quatar pour l'offrir au dirigeant syndical² !

Donc la CGT est un peu handicapée pour déployer une contre-offensive de bon aloi. Ce qui laisse les coudées franches à Force ouvrière, cette dernière mettant les bouchées doubles. Ainsi sa commission exécutive a-t-elle décidé «un rassemblement national Force ouvrière en extérieur à Paris le 16 décembre 2014. Pour la CE il s'agit, avec cette étape de contribuer à tout moment à la construction du rapport de forces nécessaire pour faire entendre les attentes et revendications des salariés actifs, chômeurs et retraités».

Bon, on aura compris que chacun reste sur son pré carré tout en invoquant de vastes rassemblements. La stratégie dite du cavalier seul, alias atomisation des forces restantes du mouvement social, a prévalu.

Une initiative a été créée, le Collectif alternative contre l'austérité. Cette structure rassemble militance syndicale (CGT, FSU, Sud...) et politique (Front de gauche, PC, NPA), sans

oublier le milieu associatif. Leur appel déclare : «Il existe dans le pays une majorité de femmes et d'hommes disponibles pour cette alternative sociale et politique, des forces syndicales, sociales, associatives, politiques, que nous voulons rassembler. Mettre un coup d'arrêt aux politiques en cours, imposer d'autres choix, cela ne peut se faire sans la mobilisation des salarié-es, sans l'intervention citoyenne.» Tout cela a le parfum des bonnes intentions, mais quand les ambitions politiques se mêlent au syndicalisme ça se termine en déconfiture pour la Sociale.

Pour finir, amusons-nous un peu avec un communiqué CFDT-CFTC adressé au personnel civil du ministère de la Défense. Celui-ci déclare, entre autres : «Après cinquante ans de séparation, les fédérations CFDT défense et CFTC défense, en raison de leurs valeurs historiques et des positions similaires en matière de politique de défense, décident dans l'intérêt général et le souci du bien commun face aux enjeux à venir, de réunir leurs forces.» Le tout en toute indépendance politique et... religieuse ! On ne reviendra pas sur le schisme de la CFTC qui il y a cinquante ans a donné naissance à la CFDT. Celles et ceux qui ont été exclu, de la CFDT ou qui ont déchiré leur carte apprécieront !

Donc, en décembre, tout le monde est mobilisé, mais en ordre dispersé, et l'unité syndicale est aux oubliettes.

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

1. Henri Krasucki habitait rue de Meaux dans le XIX^e arrondissement de Paris.

2. La semaine dernière un médiateur a été nommé. Affaire à suivre.

Home, sweet home

Pour la première fois un secrétaire général de la CGT n'était pas Parisien avant d'être élu, mais vivait en province (pardon, en région). Pour prendre ses fonctions à la tête du bureau confédéral il a fallu qu'il vienne habiter la capitale, lui qui était habitué au calme et à la verdure de sa Normandie. Il a donc tout naturellement demandé à être logé dans les mêmes conditions. La verdure à Paris est une denrée plutôt rare: le cimetière du Père-Lachaise (trop tôt pour lui), les parcs Montsouris et des Buttes-Chaumont (trop petits), le bois de Boulogne (mauvaise réputation), restait le bois de Vincennes. Bonne pioche; on lui a dégoté un gentil 120 m². Problème: il était un peu défraîchi, une rénovation sévère était donc à prévoir. Coût de l'opération: 150 000 euros, selon le devis que le *Canard enchaîné* s'est procuré (et a gracieusement publié). Solution: il suffirait d'appliquer une surcotisation obligatoire de 0,25 euro par cégétiste et le tour est joué, leur secrétaire général aura sa dose quotidienne de chlorophylle et pourra entamer sa journée en chantant « C'est nous les forçats de la faim... ».

Pôle emploi

Chômage: toujours pas de baisse. Contrôles: à la hausse. François Rebsamen, ancien amateur de trains blindés, membre actif du Grand orient de France et accessoirement ministre du Travail, déclare la main sur son petit cœur pétri d'émotion qu'« avoir à annoncer chaque mois une augmentation du chômage, c'est une souffrance ». À défaut de solution il s'est découvert une vocation de contrôleur. Après avoir annoncé le renforcement du contrôle des demandeurs d'emploi, il s'attaque au « détachement des salariés étrangers » (issus d'un pays de l'Union européenne travaillant en France avec le droit du travail de leur pays d'origine). Secteur visé: le BTP. Et le contrôle des conditions d'exploitation des travailleurs, c'est pour quand ?

Communiqué de la FA

Contre le Medef et l'État, défendons notre droit à la santé et à la protection sociale



EN FRANCE, les patrons ont bien compris que le gouvernement de François Hollande était en mesure de répondre à tous leurs caprices. Et après près de 30 milliards d'euros de cadeaux fiscaux de la part du gouvernement en trois ans, le patronat entend désormais imposer ses vues en matière de réforme de la Sécurité sociale. Diminution ou suppression des allocations familiales, exonérations toujours plus importantes de cotisations sociales, individualisation de la protection, privatisation du système de santé, déremboursement des médicaments et capitalisation de la retraite: autant d'idées portées par le néolibéralisme pour boucher le fameux « trou » de la Sécu. Des idées pour une réforme qui, une fois de plus, se fera au détriment des travailleurs, des plus pauvres et des plus précaires, alors même que les récentes largesses du gouvernement « socialiste » en faveur du patronat (pacte de responsabilité) amputent la Sécu de plusieurs dizaines de milliards d'euros.

Ces attaques contre ce système de protection sociale solidaire – certes insuffisant mais bien plus satisfaisant que ceux en vogue dans la plupart des autres pays – ne sont pas nouvelles. Mais, à l'heure où l'Assemblée nationale débat du financement de la Sécu, il est plus que jamais nécessaire d'entrer dans la bataille idéologique pour dénoncer les tromperies (car c'est un fait: les réductions de cotisations sociales n'arrangent rien, et creusent même les déficits) et parer à toute attaque en la matière de la part d'un gouvernement à la botte du Medef. Pour nous, anarchistes, la question ne se réglera pas dans l'hémicycle avec un débat parlementaire, mais dans la rue et sur nos lieux de travail, par la grève et l'action directe. La riposte sociale est urgente, ne les laissons pas spéculer sur notre santé et notre bien-être.

Fédération anarchiste

Les mensonges de M. Erdogan

et la honte (non-assumée) de la communauté internationale



Tom Nisse

Écrivain Bruxelles

DEPUIS QUE L'OFFENSIVE de l'État islamique (Daesh), déclenchée début septembre contre le canton kurde syrien autonome et enclavé Kobanê, a atteint la ville du même nom, les mensonges que profère le leader de la « puissance régionale » de la partie du globe concernée, M. Erdogan, président de la Turquie, sont pour le moins représentatifs. Significatif aussi que parmi les commentateurs occidentaux de la situation en question l'on se contente de les citer, mais que nulle part apparemment l'on se soucie de les identifier pour ce qu'ils sont.

Samedi 4 octobre, M. Erdogan, tête du parti islamo-conservateur turc, déclare : « Pour nous le PKK c'est la même chose que Daesh. Il ne faut pas les considérer différents l'un de l'autre. » Vérité peut-être de son point de vue, mais mensonge. Daesh (alias État islamique autoproclamé, alias Califat autoproclamé) est fanatiquement raciste, prétend fonder son idéologie et la mise en œuvre de celle-ci sur des doctrines religieuses primitives et exhumées d'une longue agonie historique, et pra-

tique donc de manière rigoureuse le nettoyage ethnique, un lavage des cerveaux primaire, la réduction des femmes à l'esclavage, les exécutions de masse, le viol collectif, les crucifixions et les décapitations publiques (avec exhibition des trophées), la torture et la mutilation, et dans ses rangs se trouve tel père qui jubile en participant à la lapidation de sa propre fille jugée adultère. Faut-il le rappeler ? Non. Le PKK, et par extension les YPG auxquels M. Erdogan faisait sans doute référence aussi, et qui défendent leur ville Kobanê depuis plus d'un mois, sont au départ, en ce qui concerne les premiers, certes une guérilla d'inspiration marxiste impliquée dans des hostilités contre l'État turc qui ont fait beaucoup de victimes. Actuellement cependant, comme leurs descendants les YPG du Kurdistan syrien, ils prônent et s'efforcent de mettre en pratique, et ce depuis environ une dizaine d'années, un projet social et politique novateur : un collectivisme municipal qui se fonde sur des valeurs appliquées telles que la laïcité et/ou le respect

des différentes croyances, l'émancipation et l'égalité des femmes, la multiethnicité, l'éducation et la défense des spécificités culturelles, la démocratie directe assemblée mixte, l'économie coopérative, ainsi que l'écologie. Et ils ont pris le parti de renoncer aux actions violentes quand on ne les y oblige pas. Faut-il le rappeler ? Oui. Absolument. Un autre aspect de ce mensonge de M. Erdogan est que, c'est de notoriété publique, Daesh a pendant plusieurs années bénéficié d'une permissivité extrême, voire d'un soutien direct et multiple de la part de l'État turc, tandis que le PKK et les YPG sont, sans le soutien de personne, en août, allés contrer une offensive de Daesh dans l'Irak voisin et ont ainsi préservé des dizaines de milliers de Yézidis et chrétiens kurdes de leur extermination pure et simple. Pas vraiment « la même chose » donc.

Mensonge suivant. Prophétique. Le mardi 7 octobre, M. Erdogan déclare que « Kobanê est sur le point de tomber ». Presque un mois plus tard les combattants et combattantes des YPG résistent toujours et tout semblerait indiquer que l'avancée de Daesh s'embourbe de plus en plus. D'aucuns s'en rongeraient les ongles ?

Émue par les images de l'exode des habitants de la région de Kobanê et impressionnée par la détermination des défenseurs de la ville, la communauté internationale (proclamée telle par qui ?) commence, au fur et à mesure des événements, à se sentir agacée par la position du gouvernement de M. Erdogan vis-à-vis du conflit qui se déroule à quelques centaines de mètres de son territoire national. Position qui consiste en une attitude de non-intervention ainsi qu'en la fermeture par l'armée turque de la frontière aux volontaires kurdes non syriens qui voudraient passer de l'autre côté pour combattre Daesh. En d'autres termes, attendre que Kobanê soit exsangue et s'écroule. Mais, face à cet agacement croissant à son égard, le président turc se voit finalement obligé d'annoncer que son pays laisserait des peshmergas, combattants kurdes d'Irak, fréquentables à ses yeux, passer sur son territoire afin de venir en aide à Kobanê. Quelques jours plus tard, le dimanche 26 octobre, il déclare : « *Le YPG ne tient pas à ce que les peshmergas arrivent à Kobanê et dominant.* » Mensonge supplémentaire. Imperturbable. Remontons brièvement le fil de la réalité. Le mercredi 15 octobre, Massoud Barzani, peut-être poussé par un sentiment d'exaspération humaine, ou par un sentiment de fraternité humaine, ou les deux, et avec lui le Parlement de l'administration régionale du Kurdistan irakien qu'il préside, reconnaissent officiellement les trois cantons autonomes kurdes de Syrie. Ce qu'auparavant aucun État de la communauté internationale n'a jamais daigné faire. Et non seulement les reconnaissent mais promettent d'aider Kobanê en y acheminant armes et munitions, et ce si nécessaire, c'est-à-dire si la Turquie s'oppose au passage sur son territoire par voie aérienne. Et, de fait, le lundi 20 octobre, des avions américains parachutent

des armes provenant du Kurdistan irakien au-dessus de Kobanê. Les défenseurs de la ville s'en disent soulagés. Et le mercredi 29 octobre des contingents de peshmergas arrivent sur le territoire turc pour se diriger vers Kobanê. Et jamais les YPG n'ont fait mine de rechigner quant à l'arrivée de ces renforts, tout comme d'ailleurs, en août, les peshmergas étaient reconnaissants et soulagés quand des combattants des YPG et du PKK sont arrivés au nord-ouest du Kurdistan irakien pour repousser l'offensive de Daesh, et ils s'y trouvent d'ailleurs toujours, aux prises avec de nouvelles poussées militaires de la part des supporters frénétiques du Califat. Il n'était jamais non plus question que les peshmergas « dominent » à Kobanê, premièrement, leur gouvernement a reconnu les trois cantons autonomes kurdes syriens, et deuxièmement, ils ont annoncé avant même leur départ qu'ils resteraient jusqu'à ce que leur présence ne soit plus nécessaire. Et Falah Mustafa, ministre des Affaires étrangères du gouvernement régional du Kurdistan irakien, d'éclaircir le jeudi 30 octobre : « *L'obstacle principal de cette opération fut géographique. Nous devons négocier avec la Turquie. Sinon, nous serions intervenus à Kobanê plus tôt et avec davantage de combattants.* »

Dans le même élan, qui a comme seul objectif de voir disparaître (ou mieux, de pouvoir annexer), de quelque manière que ce soit, les cantons autonomes kurdes syriens dont Kobanê est devenu le symbole meurtri, M. Erdogan annonce, le vendredi 24 octobre que 1 300 combattants de l'Armée syrienne libre (ASL), également fréquentables à ses yeux, se dirigeaient vers Kobanê, en précisant que des responsables de son gouvernement et des commandants de l'ASL « *sont en pourparlers pour définir le chemin par où ils passeront.* » Mensonge encore. Un porte-parole des YPG répond immédiatement : « *Nous avons déjà établi le contact avec l'ASL, mais aucun accord du genre de celui mentionné par M. Erdogan n'a encore été conclu.* » En effet, le 10 septembre déjà, les YPG et l'ASL ont créé un centre d'opérations conjoint, une vidéo diffusée par les YPG en témoigne depuis cette date. Et le mercredi 29 octobre, une cinquantaine de combattants de l'ASL arrivent effectivement à proximité de Kobanê, vraisemblablement pas, n'en déplaise à M. Erdogan, pour dominer les territoires terroristes kurdes mais pour lutter aux côtés des YPG et du PKK contre un Frankenstein épouvantable dont le président turc et ses rêves de domination sont l'un des concepteurs.

Rêves de domination. Citons dans ce contexte le Premier ministre turc M. Davutoglu, qui déclare le vendredi 24 octobre : « *Si la Turquie, actuellement une puissance régionale, veut s'affirmer comme une puissance mondiale, alors elle doit montrer sa compassion* », faisant allusion à l'accueil des réfugiés syriens sur le sol turc. Compassion toute relative ; concernant l'accueil des réfugiés, c'est effectivement une bonne chose, comme a pu l'affirmer un journaliste, mais c'est surtout la seule attitude

imaginable. Compassion réellement douteuse par contre quand on sait la répression létale qu'ont subi des manifestants kurdes mécontents du gouvernement Erdogan qui attend perfidement l'élimination de Kobanê et de sa complicité stratégique avec Daesh censée parachever cette élimination – manifestants kurdes qui de surcroît ne sont plus à brandir des revendications séparatistes depuis un bout de temps pour la plupart, mais qui demandent simplement davantage d'autonomie politique régionale et surtout davantage de reconnaissance culturelle. Mais, évidemment, un État turc qui voit son avenir en tant que « *puissance mondiale* » ne peut que vouloir de toutes ses forces la disparition d'un modèle de société différent, tel celui mis en œuvre dans les cantons autonomes kurdes syriens, et il ne peut qu'estampiller les sympathisants d'un tel modèle de terroristes ou de vandales minoritaires.

Mais, sans même tenir compte des visées impérialistes plus vastes à plus long terme de M. Erdogan, il est évident que, comme nous l'avons vu, concernant la bataille de Kobanê, le président turc s'est révélé être un menteur harcelé par très peu de scrupules et sans vrai souci de finesse (que c'en est à se demander d'où il tient ses informations), motivé par une volonté hystérique de voir Kobanê et ce que Kobanê symbolise s'effondrer. Malgré cela, la communauté internationale n'éprouve aucune honte à continuer à considérer l'État turc comme un allié militaire et économique convenable. À l'hystérie de l'un répond l'hypocrisie des autres.

La honte refoulée n'est-elle pas la plus disgracieuse ? La plus honteuse ?

Rojava, l'ensemble des cantons kurdes syriens, et Kobanê en particulier, de par sa résistance médiatisée, médiatisée à son insu, sont parmi les plus belles chances pour l'humanité. Peut-être parmi les dernières, tellement dans l'histoire de notre espèce ce type de volonté d'autonomie permettant un véritable autre vivre ensemble est rare, et par cela même incomparablement précieux. L'avenir du Rojava est incertain, et demeurera incertain même si Kobanê ne tombe pas, ce qui fort heureusement semble se profiler. Mais l'avenir de Rojava est bel et bien fragile, et si jamais cette expérience était détruite dans le jeu économique et géopolitique des puissances mondiales et autres puissances régionales, la honte qui devrait s'abattre sur la communauté internationale serait asphyxiante, une fois de plus. Dans ce cas, le poète devrait-il envisager le suicide ou une rage sans bornes, ou, une fois de plus, un discernement qui exige la respiration ? Narin Afrin, une commandante des YPG à Kobanê dit, dans un communiqué de presse rendu public dimanche 26 octobre : « *Pour exister, nous combattons contre cette mentalité obscurantiste.* » On serait tenté d'ajouter : contre toutes les mentalités obscurantistes, et certainement aussi celles qui se prétendent éclairées.

T. N.

De l'athéisme comme socle de la pensée anarchiste

Le Monde libertaire a publié dans son numéro du 16 au 22 octobre 2014 un article de Philippe Corcuff intitulé « Les religions sont-elles solubles dans la réaction ? » et curieusement sous-titré « Les agnostiques sont-ils de misérables traîtres à la cause anarchiste ? ». Cet article fait suite à des échanges qui ont eu lieu sur le site interne de la Fédération anarchiste. Je propose ici une réponse à cet article, en tenant pour acquis que le lecteur aura pris connaissance du texte de Philippe Corcuff qui en est le déclencheur.

« Dieu existe, parce qu'il est parfait; car s'il n'était pas parfait, il n'existerait pas. »

René Berthier

JE NE SAISIS PAS TRÈS BIEN ni les intentions, ni la démarche de Philippe Corcuff.

Et je saisis encore moins la chaîne argumentative de son raisonnement.

En dehors du fait qu'il se proclame agnostique, je crois comprendre qu'il voudrait que le mouvement anarchiste, et la Fédération anarchiste (FA) en général, s'ouvre aux croyants, et qu'il ne verrait pas d'un mauvais œil que des chrétiens et des musulmans adhèrent à la FA. Cette attitude se rattache au courant de relativisme général qui domine aujourd'hui, qui me semble à l'opposé de l'attitude libertaire telle que je la conçois.

Si on s'en tient au plan philosophique, je pense qu'on ne peut pas être anarchiste et agnostique, parce que l'agnostique est celui qui considère que Dieu est un être inconnaissable et qu'on ne peut pas dire s'il existe ou non. Or j'ai un peu tendance à penser que si Dieu est inconnaissable, c'est là malgré tout une manière de dire qu'il existe. Jusqu'à pré-

sent, je pensais que l'anarchiste n'était pas seulement athée, mais qu'il était contre la croyance en un être suprême auquel l'Homme doit, par définition, soumission. C'est en tout cas ainsi que les anciens m'ont présenté les choses lorsque j'ai adhéré au mouvement libertaire dans les années soixante.

Quoi qu'on en dise, si Dieu existe, l'Homme lui est soumis. Cela implique donc de la part des anarchistes une prise de position claire. L'anarchisme ne peut pas se contenter d'avoir une « incertitude structurelle quant à l'existence des dieux », comme le dit Corcuff, parce que l'anarchisme est une doctrine matérialiste qui récusé l'idée de cause première, c'est-à-dire l'idée d'un créateur, autrement dit Dieu : « Les matérialistes sont révolutionnaires. Ils nient Dieu, ils nient la Cause première. Ils ne se contentent pas de la nier, ils en prouvent l'absurdité et l'impossibilité¹. »

Il n'y a donc pas de place pour le doute sur

l'existence ou l'inexistence de Dieu. En déclarant « invérifiable », dit encore Bakounine, l'existence de la cause première, les positivistes de son temps (et les agnostiques d'aujourd'hui) ne nient pas l'existence de la cause première, ils l'excluent seulement du domaine scientifique : « Ce qui veut dire, en simple langage humain, que cette Cause première existe peut-être, mais que l'esprit humain est incapable de la concevoir. » Les théologiens sont très satisfaits de ce constat, dit encore Bakounine, « car ils ont toujours proclamé que la pensée pure ne peut rien sans l'aide de Dieu, et que pour reconnaître la Cause première, l'acte de la divine création, il faut avoir reçu la grâce divine. C'est ainsi que les positivistes ouvrent la porte aux théologiens et peuvent rester leurs amis dans la vie publique, tout en continuant de faire de l'athéisme scientifique dans leurs livres. Ils agissent en conservateurs politiques et prudents². »

Voilà qui expose clairement, je pense, la position anarchiste sur Dieu, la cause première, etc. Et sur ceux qui ne prennent pas clairement position dans le débat. Maintenant, Corcuff est-il un « social-traitre », comme il le dit dans son article ? C'est lui qui pose le problème dans ces termes, pas moi. Pour moi, c'est quelqu'un qui n'a pas compris l'enjeu d'un des fondements les plus essentiels de l'anarchisme, dont l'athéisme n'est qu'un « produit dérivé » : le matérialisme ; ou ce que Bakounine appelait le « matérialisme scientifique³ », qui ne reconnaît tout simplement pas la pertinence du concept « Dieu ».

Si Bakounine se prononce clairement contre l'existence de Dieu, il s'intéresse en fait beaucoup plus aux raisons qui poussent les gens à croire en cette entité transcendante. Mieux vaut essayer de comprendre pourquoi les gens croient en Dieu. Bakounine tente de resituer la religion dans sa perspective historique et anthropologique : elle est une étape dans le lent développement de l'humanité sortant des ténèbres de l'ignorance. La religion n'est en fait pas tant « une aberration de l'esprit qu'un profond mécontentement du cœur » (Dieu et l'État). Elle est une protestation instinctive de l'Homme contre son existence misérable. Dieu est une création humaine, il est l'image renversée et agrandie de l'Homme.

Maintenant, nous avons un Philippe Corcuff, frais émoulu dans le mouvement anarchiste, qui semble vouloir remettre en cause un certain nombre de fondements essentiels de l'anarchisme. C'est un peu comme si j'adhérais à une religion avec l'intention de lui faire accepter l'idée que Dieu est inconnaissable. Je pense que la réaction des fidèles ne se ferait pas attendre. Eh bien, Corcuff n'a pas été exclu de la Fédération anarchiste, et je pense que personne n'y songe.

Ce qui me rend perplexe, c'est la manière dont Corcuff argumente. Il semble vouloir nous mettre en garde contre « le double risque essentialiste et substitutiste ».

Tout est parti d'un livre de Stéphane Lavignotte, pasteur, théologien et militant de



la « gauche radicale et écologiste », nous dit Corcuff. Lavignotte pense, en gros, que les religions peuvent être réactionnaires, mais qu'elles peuvent également être subversives. Corcuff pense que « cette seconde possibilité semble s'opposer à un des « principes de base⁴ » de la FA, « la lutte contre les religions et les mysticismes » ».

Voilà un curieux raisonnement. En somme, le constat que les religions peuvent être (à l'occasion, je précise) « subversives » (sans qu'on nous donne aucune illustration de ce propos), infirme les principes de base de la FA : il faut donc les changer.

D'abord, si on pense aux religions dans le sens général, c'est-à-dire ayant des effectifs importants (par opposition à certaines sectes), elles ne sont jamais globalement progressistes. Les religions ne sont pas des entités homogènes, elles sont parcourues de courants souvent vigoureusement opposés les uns aux autres. Certains courants à l'intérieur des religions peuvent être plutôt libéraux, d'autres carrément réactionnaires. Il est donc totalement incongru de dire que « certaines religions peuvent être progressistes ». Tout au plus peut-on dire que dans l'immense éventail des Églises qui encombrant le marché de la foi, c'est bien le diable si on ne trouve pas quelques individus ou quelques groupes défendant des positions progressistes. Pas de quoi changer les principes de base de la FA.

Cela ne signifie pas pour autant que les anarchistes doivent rejeter ces croyants « subversifs » lorsqu'ils les côtoient dans leur activité quotidienne. Le fait que Lavignotte consacre six pages de son livre aux « anarchistes croyants » ne change pas grand-chose à l'affaire.

Toutes les grandes doctrines politiques et sociales trouvent des interprètes qui, dans leurs marges, en acceptent les grandes lignes mais qui divergent sur certains points. On aura donc des marxistes chrétiens, des anarchistes chrétiens, et des marxistes libertaires, etc. Le fait que Tolstoï et quelques autres comme Dorothy Day fassent une interprétation chrétienne de l'anarchisme, ou introduisent quelques petits morceaux de Bon Dieu dans l'anarchisme, est un phénomène intéressant, mais marginal. Cela parlerait plutôt en faveur de l'anarchisme, d'ailleurs, car cela montre qu'il y a dans cette doctrine quelque chose d'à peu près universel. Mais évoquer Tolstoï ne suffit pas pour diluer l'anarchisme dans la religion et ne justifie pas qu'on modifie les « principes de base ».

En fait il y a deux questions, et malheureusement elles ne sont pas toujours différenciées : a) Peut-on être anarchiste et croire en Dieu ? b) Peut-on être anarchiste et faire un bout de chemin avec les croyants ?

Je répondrai non à la première question et oui à la seconde.

L'athéisme, selon moi, est consubstantiel à l'anarchisme, comme les frites le sont au steak. Pour expliquer ça, il faudrait se lancer dans des digressions philosophiques : je me contenterai de dire qu'athéisme et matérialisme vont de pair ; que la croyance en un dieu est une question de foi, qui sort de toute approche rationnelle ; qu'il ne sert à rien d'essayer de prouver que Dieu n'existe pas puisqu'il est impossible de prouver l'inexistence d'une chose qui n'existe pas.

Lavignotte, nous dit Corcuff, appelle à « une approche laïque du fait religieux ». Je ne sais pas

trop ce que ça veut dire. Que signifierait, par exemple, une « approche laïque de l'Opus Dei »? Lavignotte veut qu'on analyse de manière laïque les faits religieux. Mais c'est ce que font les anarchistes tous les jours: leur regard sur les religions est le regard de personnes qui ne croient pas en Dieu.

Lavignotte, dit encore Corcuff, veut « désessentialiser⁵ » les religions. Là, ça se complique. En philosophie et en théologie, l'essence est ce qui constitue la nature d'une chose, ce qui est immuable, par rapport à ce qui est transitoire et périssable; ce que Bakounine appelle « l'être intime des choses ». Pour les croyants, Dieu est l'essence première de toute chose. Dieu seul est existant par essence, dit Descartes. Comme dit Corcuff, une essence est « une entité homogène et durable ». Le problème, c'est que la notion de Dieu est inséparable de celle d'essence. Si on veut « désessentialiser » les religions, on veut donc des religions... sans Dieu!

Mais pourquoi « désessentialiser » les religions? Parce que celles-ci se manifestent de manières diverses, historiquement et socialement: parfois elles sont réactionnaires, parfois progressistes, parfois elles sont entre les deux, nous dit Corcuff.

Considérons les religions comme des institutions regroupant des partisans qui partagent un certain nombre de présupposés idéologiques, parmi lesquels la croyance en un être suprême, un Dieu, lequel Dieu est l'« essence de toute chose » et le créateur de toutes choses. Considérons que ces institutions aient dans la pratique des comportements très variés, parfois « progressistes », parfois « réactionnaires ». Est-ce que cette variété de comportements change quelque chose au fait que ces religions sont fondées sur la croyance en un Dieu, « essence de toute chose »? Bien sûr que non.

Les différentes manières par lesquelles les religions se manifestent relèvent de la contingence: cela ne permet en rien de comprendre la nature réelle des religions, ce qu'elles sont réellement, bref leur essence. On ne peut pas « désessentialiser » quelque chose qui par définition relève de l'essence. Mais il est vrai que, si on ne s'intéresse pas à l'essence de la religion – à l'essence de Dieu, pour être plus exact –, il n'est plus nécessaire de vouloir comprendre de quoi il s'agit: si Corcuff et Lavignotte veulent pouvoir analyser les religions dans leur activité réelle et leur apposer un label progressiste ou réactionnaire, il n'est nul besoin de s'occuper de leur « essence », il suffit tout simplement de les observer et de leur appliquer la bonne vieille méthode expérimentale. C'est au fond ce qui ressemblerait le plus à une « approche laïque du fait religieux ».

Je n'ai aucune intention de m'engager dans un débat sur l'anti-essentialisme de Wittgenstein dont je ne vois pas ce qu'il vient faire dans ce débat, car ce penseur s'attache essentiellement aux questions de langage. Ce qui chagrine Corcuff, me semble-t-il, c'est



qu'on puisse parler de « religion » et d'« anarchisme » en considérant ces « substantifs » comme des appellations générales, et non comme des concepts dans lesquels on peut insérer tous les contenus qu'on veut. Il est évident que ce genre de démarche convient très bien à quelqu'un qui veut introduire la religion dans le concept d'anarchisme, par essence athée.

La référence à Wittgenstein ne me paraît pas pertinente pour ce que je crois comprendre être le propos de Corcuff. Disons pour aller vite qu'il y a eu un mouvement intellectuel tendant aux grandes synthèses, à la généralisation, à la construction de grandes machineries théoriques dans lesquelles il semblait que la réalité quotidienne et triviale était avalée. Hegel entre parfaitement dans cette catégorie. L'un des plus féroces adversaires de ce mouvement est sans doute Karl Popper qui, dans *la Société ouverte et ses ennemis*, s'en prend à Platon et Hegel et Marx.

En réaction s'est créé un mouvement inverse prônant la fin des idéologies, tendant à la « déconstruction ». On ne cherche plus l'« essence » des phénomènes sociaux, on prône l'étude des micro-événements. Avec la fin des idéologies est venue la fin des certitudes et on prône un relativisme général très à la mode chez nos postmodernes.

Quelle pourrait être la position anarchiste, là dedans? Tous les grands penseurs anarchistes, malgré leurs différences, en tenaient pour la méthode expérimentale: autrement dit, on observe un phénomène et on l'analyse, on note les constantes de ce phénomène, on fait une synthèse et on détermine la « loi » de ce phénomène, jusqu'à ce qu'elle soit contestée par une autre série d'observations et d'hypothèses qui rende mieux compte du phénomène observé. Il ne s'agit donc pas, pour les anarchistes, de se soumettre au

« constant désir de généralisation », ni au « mépris pour les cas particuliers », pour reprendre les termes de Wittgenstein repris par Corcuff, comme si c'étaient là les deux seules options possibles. Il me paraît difficile de comprendre un phénomène social si on ne se livre pas à la fois à l'analyse des « cas particuliers » et à la « généralisation », c'est-à-dire à la synthèse. Corcuff veut nous entraîner dans une voie totalement stérile où il n'y aura plus que les « cas particuliers » et où il ne sera plus possible de raisonner en termes de « générique ». Ce qui est assez cohérent avec l'air du temps, où la notion de générique, c'est-à-dire la capacité à théoriser, semble échapper à beaucoup de monde. Les « dépôts de pains » ont remplacé les « dépôts de pain ».

Il y a un paragraphe de l'article de Corcuff que je ne comprends pas. Je vais le citer en entier: « Mais une telle approche essentialiste des religions, tendant à les diaboliser, ne doit-elle pas rendre le militant de la FA plus autocritique quand il veut suivre le principe de base associé à « la lutte contre les religions »: la lutte contre « les mysticismes »? N'y aurait-il pas un peu de « mysticisme » dans l'essentialisation des religions? C'est-à-dire qu'un certain athéisme militant peut (pas nécessairement) être emprunt de dogmatisme. « Dogmatisme » renvoie à « dogmes », souvent entendus comme des principes intangibles non discutables; principes très usités dans les églises, mais aussi dans les organisations politiques jusqu'aux organisations anarchistes, voire aux anarchistes indépendants. Et ces dogmes peuvent aussi susciter dans des cadres laïcs des sortes d'« excommunications ». »

Je ne vois pas en quoi le fait d'avoir une « approche essentialiste » des religions conduit nécessairement à les diaboliser. Je pense au contraire que chercher à saisir l'essence d'une religion, c'est contribuer à la comprendre – quitte à la critiquer ensuite.

Ensuite Corcuff nous dit que la « lutte contre



les religions» proclamée dans les principes de base de la FA doit être dissociée de la «lutte contre les mysticismes», suggérant qu'il n'approuve pas la première mais qu'il approuve la seconde. Car analyser les religions dans leur essence est du mysticisme, nous dit Corcuff, en résumé. Malheureusement, je ne vois pas comment on pourrait échapper à l'analyse de l'essence des religions qui, se fondent sur l'existence d'un dieu qui est par définition une essence – mais il est évident que si on ne peut plus définir les choses, cela clôt le débat, puisqu'alors il ne reste plus des religions que leurs «petits cas particuliers», leurs actes particuliers qui peuvent être qualifiés, selon les cas, de «subversifs» ou «réactionnaires».

Mais ce n'est pas fini. L'essentialisation des religions, qui conduit les militants de la FA au mysticisme, conduit également au dogmatisme.

En religion, les dogmes sont des affirmations qui fondent lesdites religions. Cela dit, en opposition au catholicisme, qui est une «religion d'autorité», chez les protestants un dogme est un énoncé provisoire. En philosophie, c'est autre chose, le dogmatisme est une philosophie de la connaissance selon laquelle l'Homme peut parvenir à la vérité au moyen de la raison. Ce n'est évidemment pas dans ce sens-là que Corcuff emploie le mot.

Selon Corcuff, les anarchistes sont soumis à la tentation d'une progression insidieuse: «essentialisme», «mysticisme», «dogmatisme» et «excommunications».

En somme, l'approche dogmatique de la FA sur l'essence des religions conduit (conduira?) celle-ci à des «excommunications» (exclusions?). De qui? De Corcuff? À la FA, on n'exclut pas aussi facilement.

Il faut tout de même garder à l'esprit que l'accusation de dogmatisme est souvent la tarte à la crème de tous ceux qui veulent

modifier les principes sur lesquels se fonde une organisation et qui se heurtent à un refus. C'est un peu ce qui se passe avec l'agnosticisme de Corcuff. Sont ainsi qualifiés de dogmatiques ceux qui ne veulent pas remettre en cause le fondement athée de la FA (et de l'anarchisme en général), afin d'introduire une pincée de christianisme et d'islam, etc.

Le fait qu'une organisation ait des statuts, ou quelque chose d'équivalent, définissant un certain nombre de principes généraux est assez banal, et je ne pense pas qu'on puisse accuser de «dogmatiques» ceux qui tiennent à ces principes et sont réticents à les modifier, sauf raison impérieuse. Je suppose que personne n'aurait l'idée de noyauter l'Église catholique avec l'intention de lui faire abandonner le dogme de l'Immaculée Conception. Toutes proportions gardées, je pense que faire abandonner le principe de l'athéisme à la Fédération anarchiste est tout aussi irréaliste.

Ce qui n'empêche absolument pas les anarchistes de dialoguer avec les croyants. Mais cela ne signifie pas qu'il faut les inviter à adhérer à la FA.

Il y a même, dans le mouvement anarchiste, une longue tradition de dialogue avec les croyants. Du temps de Sébastien Faure, il y avait des réunions-débats passionnées sur la religion, rassemblant souvent plusieurs milliers de personnes, en présence de représentants de différents cultes. Ces réunions étaient extrêmement animées et se terminaient souvent à trois heures du matin.

Les anarchistes dialoguaient, incontestablement, mais ils ne cédaient pas un pouce sur leur athéisme. Même chose avec Louis Lecoin. Il y a des années de cela, j'ai été invité, lors de la sortie de la énième édition de Dieu et l'État, de Bakounine, à faire une causerie en Lorraine. Le copain de la FA qui organisait la réunion (lui-même marié à une pasteur...) m'avait prévenu que j'aurais à débattre avec un pasteur. Cela s'est très bien passé, le débat a été extrêmement intéressant; à l'issue de la réunion, je n'ai pas demandé à être baptisé (en fait je l'étais déjà), le pasteur n'est pas sorti de la salle en criant «Vive l'anarchie», mais je pense que ceux qui sont venus entendre parler de Dieu et l'État ont appris des choses, et à vrai dire la discussion avec ce religieux m'a également appris des choses.

Le second danger auquel sont confrontés les anarchistes, selon Corcuff, est le substitutisme. C'est une allusion à Nos tâches politiques, un texte écrit par Trotsky en 1903 en réponse au fameux Que faire? de Lénine. Trotsky y dénonce les positions de Lénine dont l'application amènera le parti à se substituer à la classe ouvrière, le comité central à se substituer au parti et finalement le secrétaire général à se substituer au comité central.

En s'obstinant à défendre l'athéisme, en condamnant l'aliénation produite par les illusions religieuses qui ont conduit les hommes à se rendre «étrangers à eux-mêmes», le militant risque donc de se mettre en contradiction avec ce point des principes de base de la FA qui dit: «Nous devons faire en sorte que les classes sociales exploitées accèdent à la capacité politique nécessaire à leur émancipation.» Corcuff pense donc que le militant luttant contre la religion pourrait être amené à vouloir émanciper les «classes exploitées» malgré elles et à se constituer en une sorte d'avant-garde.

En somme, pour que les «classes sociales exploitées» parviennent à s'émanciper, il ne faut pas faire de propagande antireligieuse ni contester l'existence de Dieu. J'avoue ne pas bien saisir la logique de ce raisonnement. Je ne vois pas quel déterminisme implacable conduirait les anarchistes luttant contre l'aliénation religieuse à se comporter en «substitutes». Ce risque existe pour toutes les formes de luttes. C'est un peu comme si Corcuff disait: «La lutte contre le système capitaliste peut conduire les anarchistes à tomber dans le substitutisme.» Ou encore: «La lutte contre le sexisme peut conduire les anarchistes à tomber dans le substitutisme.» Ou encore: «La lutte contre le racisme peut conduire les anarchistes à tomber dans le substitutisme.» Etc. Ça n'a pas de sens. Il n'y a pas de remède absolu contre ça, mais c'est un risque à prendre.

Je ne vois dans le raisonnement de Corcuff qu'un argument fallacieux pour empêcher les anarchistes de lutter contre l'aliénation religieuse. Bien qu'il ait participé à l'ouvrage collectif sur Bakounine récemment publié par les Éditions du Monde libertaire, Corcuff ne semble pas avoir lu l'étude de Jean-Christophe Angaut dans laquelle ce dernier écrit: «À travers la figure de Dieu [...] l'homme se dépossède de sa faculté à déterminer ce que sont le vrai, le bien et le juste et engendre une autorité invisible, source du vrai et du juste, ainsi que l'autorité bien visible des prêtres, chargés de servir d'intercesseurs entre cette autorité invisible et le peuple ignorant⁶.»



Quand je vois Corcuff faire le lien entre tout ça et « le climat islamophobe d'aujourd'hui au sein des sociétés occidentales », je me dis que le confusionnisme atteint son comble, et que le relativisme culturel sombre dans l'opportunisme. Est-ce qu'il faut mettre une sourdine à la lutte contre l'aliénation religieuse sous prétexte qu'il y a un climat islamophobe ? Est-ce que l'islam est moins une religion que les autres religions ? L'aliénation religieuse des croyants de l'islam est-elle moins grande que celle des autres religions ? Est-ce qu'il faut attendre qu'il y ait des « musulmans anarchistes » pour commencer à lutter contre le « conservatisme islamique, le patriarcat et l'homophobie » ? Dans leur lutte contre le conservatisme religieux, le patriarcat, l'homophobie, le sexisme, les anarchistes doivent-ils mettre des réserves et dire : Oui mais là, ça ne concerne pas l'islam parce qu'il ne faut pas donner des arguments aux islamophobes ?

Je pense au contraire que l'un des aspects importants de la lutte contre la religion et l'aliénation religieuse aujourd'hui passe par la dénonciation de toutes les remises en cause des acquis de la République par les groupes de pression religieux, et en particulier islamiques. D'ailleurs ces groupes de pression islamiques savent très bien s'allier avec les autres religions pour saper les fondements laïcs de la République.

Alors, demande Corcuff, : « Verra-t-on un jour des croyants et des agnostiques pleinement acceptés au sein d'organisations anarchistes composées de manière largement majoritaire d'athées ? On peut rêver... ce n'est pas demain la veille ! »

Corcuff soulève en fait exactement les mêmes problèmes qu'un groupe anarchiste américain qui avait fait le constat que l'écrasante majorité de la population du pays croyait en Dieu et qu'il était difficile de faire de la propagande anarchiste dans ces conditions⁷. Ce groupe anarchiste justifiait son abandon de la lutte contre la religion en affir-

mant que c'est une « réminiscence non anarchiste » et que cette attitude antireligieuse constituerait un « obstacle au développement » de leur organisation « dans de nombreux secteurs de la classe ouvrière et des opprimés ». Abandonner la lutte contre la religion dans un pays qui est quasiment une théocratie, où la prégnance de la religion dans tous les aspects de la vie est très lourde et où seulement 4 % de la population est athée, relève d'un aveuglement inouï. En France, une enquête datant de 2011 a révélé que seulement 36 % des Français déclarent croire en Dieu, qu'il y a 34 % d'athées (contre 32 % en 2006), chiffre en progression, et 30 % d'indécis⁸. Cette avancée du nombre d'athées et du nombre d'indécis produit, en réaction, une crispation importante dans les rangs des croyants. En somme, plus il y a d'athées, plus les croyants deviennent réactionnaires.

Il n'y a aucune raison de ne pas dialoguer avec des croyants, de ne pas lutter à leurs côtés – pour ceux qui luttent. Pour cela, il n'est pas nécessaire d'occulter, d'édulcorer ou de relativiser notre athéisme sous des prétextes démagogiques et opportunistes. Il importe peu au fond qu'une personne croie en Dieu si elle se bat contre l'exploitation, l'oppression, pour l'émancipation humaine en dehors du cadre étatique, pour la prise en main collective des moyens de production, etc.

Mais on ne peut pas accepter l'idée que dans l'organisation anarchiste, dans l'organisation spécifiquement anarchiste, il y ait des gens qui déclarent ne pas vouloir de maître mais qui acceptent d'avoir un Dieu. **R. B.**

1. Bakounine, l'Empire knouto-germanique, appendice V. Philosophie, science.

2. Ibid.

3. Ndlr : Voir Marc Silberstein (dir.), *Matériaux philosophiques et scientifiques pour un matérialisme contemporain*, Éditions Matériologiques, 2013.

4. Les « principes de base » de la Fédération anarchiste sont un document assez court dans lequel sont consignés sommairement les principes essentiels auxquels se réfèrent les militants de l'organisation, et quelques règles basiques de fonctionnement. Il ne s'agit pas à proprement parler de statuts. Juste des... principes de base.

5. L'essentialisme est un terme ambigu, un peu fourre-tout, qui relève soit de la philosophie, soit de la biologie. Le terme a été utilisé en 1945 par Karl Popper dans *La Société ouverte et ses ennemis*, un ouvrage en deux volumes qui est une critique virulente de Platon, de Hegel et de Marx. Selon Popper, l'essentialisme a été un facteur majeur de stérilité dans les sciences et dans la philosophie. Le sens dans lequel Corcuff emploie ce terme ne me semble pas le même que celui de Popper.

6. J.-C. Angaut, « Bakounine contre Dieu. Enjeux contemporains de l'antithéologisme », in *Actualité de Bakounine 1814-2014*, ouvrage collectif coordonné par Philippe Pelletier.

7. Cf. http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/tats-Unis_anarchisme_et_religion-2.pdf

8. Sondage Harris datant de 2011. Cf. « Le Père Noël et le Bon Dieu », <http://monde-nouveau.net/spip.php?article549>. En outre, un sondage CSA-Le Monde des religions publié en janvier 2007 montre que seulement 52 % des catholiques estimaient que l'existence de Dieu était « certaine ou probable ».

Communiqué de la Fédération anarchiste **mexicaine**



AUX AMIS ÉTUDIANTS et enseignants de l'École normale rurale «Raúl Isidro Burgos» de Ayotzinapa, Guerrero, Mexique.

Aux parents des morts et des disparus de l'École normale rurale Raúl Isidro Burgos.

Aux peuples du Mexique.

Camarades,

La répression sanglante de l'État contre les étudiants de l'École normale rurale «Raúl Isidro Burgos» de Ayotzinapa, Guerrero, les 26 et 27 septembre, a conduit à l'assassinat de six compagnons et vingt blessés. 43 élèves sont toujours portés disparus. Les assassins étaient des policiers municipaux, provinciaux et fédéraux, soutenus par l'armée mexicaine. Les gouvernements municipaux, provinciaux et fédéraux ont conspiré pour mener à bien et couvrir le crime odieux de l'État.

Nos cœurs sont endoloris, la mort de nos frères nous fait mal. La disparition et l'absence de nos pairs nous blessent. Nous pleurons la douleur des parents, des camarades de classe et des enseignants de l'École normale rurale «Raúl Isidro Burgos» de Ayotzinapa, Guerrero.

La douleur, la mort et la disparition de nos frères de Ayotzinapa nous indignent et nous révoltent.

Camarades de l'École normale rurale «Raúl Isidro Burgos», votre douleur est notre douleur, votre révolte est notre révolte. Nous embrassons les compagnons de lutte.

Nous vous les avons envoyés vivants ! C'est vivants que nous les voulons !

Fédération Anarchiste du Mexique

México, octobre 2014

Les anarchistes et le Rojava



Anarchistes solidaires de la résistance du Rojava

www.rojvasolidarite.noblogs.org

DERNIÈREMENT, la coalition des impérialistes menée par les États-Unis s'est vue obligée de reconnaître la résistance acharnée des combattants et combattantes de Kobané, et les a soutenus par des frappes aériennes. Il ne faut cependant pas être dupes, ce revirement est purement opportuniste. Ils ont fait le pari que Kobané tomberait rapidement et ce n'est que parce que les unités d'autodéfense ont résisté si longtemps qu'ils se sont vus obligés d'agir. Il aurait été bien trop compliqué d'expliquer pourquoi personne ne soutenait cette ville menacée d'un massacre, que tous les médias annonçaient comme perdue, mais qui refusait de tomber. Même la Turquie fait mine de réviser sa position, mais personne ne s'y trompe, les kurdes qu'elle soutient sont ceux du clan Barzani, la bourgeoisie nationale d'Irak, et non les militants et militantes révolutionnaires du PYD qui sont en première ligne. La frontière turque n'est toujours pas ouverte, et la répression des manifestations de soutien en Turquie nous montre bien dans quel camp est le gouvernement d'Erdogan. Le gouvernement régional du Kurdistan en Irak fait désormais mine de soutenir la résistance de Kobané, mais c'est bien la première fois que le clan Barzani lève le petit doigt pour les soutenir. Ce n'est cependant pas les occa-

sions qui ont manqué. Le revirement de certains États du Golfe maintenant présents dans la coalition ne nous trompe pas plus quand on sait qu'ils ont participé financièrement à l'armement des djihadistes de Syrie sous prétexte de lutte contre Bachar El-Assad. Au milieu de tout cela, la France, après avoir soutenu les propositions inadmissibles d'Ankara et sa «zone tampon», s'aligne désormais sur celles de la coalition et fait mine de soutenir la résistance kurde. Ce revirement n'aurait certainement pas eu lieu sans les importantes mobilisations de soutien à la résistance. Cependant, les armes qu'ils se targuent d'avoir envoyées ne sont jamais parvenues à Kobané car elles ont été livrées intentionnellement aux peshmerga de Barzani en Irak.

Ne pas se tromper d'ennemis

La lutte de Kobané étant désormais sous les projecteurs, il peut être tentant pour certains de nos ennemis de transformer ce combat pour la liberté en une lutte des civilisations. Certains cherchent à nous convaincre que les Kurdes, présentés comme occidentalisés, chrétiens, seraient menacés par des barbares musulmans. Remettons donc quelques pendules à l'heure, la révolution au Rojava a beau être laïque, une grande partie de la

population est cependant musulmane. Les brigades d'autodéfense regroupent tous les groupes, ethnies et religions de la région dans leur combat contre Daesh. Les simplifications islamophobes des médias et des politiciens ne doivent pas nous tromper, le cœur du combat n'est pas une opposition entre l'islam, les Arabes et les Kurdes. La lutte ne se trouve pas sur le terrain de la culture, ni de la religion ou de la « civilisation », mais se situe entre une révolution multi culturelle pour l'autonomie et une force réactionnaire à visée hégémonique. Ne nous laissons pas diviser par ceux qui voudraient instrumentaliser notre soutien, nos ennemis sont les autoritaires de toutes origines et croyances.

Soutenir et encourager la révolution

Voilà déjà deux ans que le Rojava, cette région syrienne peuplée majoritairement de Kurde, s'est lancée dans la construction de son autonomie.

Il faut avant tout souligner que, dans cette région de peuplement kurde, toutes les cultures et religions sont traitées sur un pied d'égalité. Ainsi il n'est pas rare que des cantons adoptent trois langues officielles et que des représentants des peuples ou religions minoritaires aient une place attirée dans les conseils. On peut ainsi trouver chrétiens et musulmans, Turcs et Kurdes, sunnites et chiites, siégeant côte à côte, ou combattant dans les mêmes unités d'autodéfense.

Un nouveau système judiciaire se met actuellement en place avec pour but principal d'installer un mode de gestion des conflits plus démocratique, visant à la réhabilitation et à la réparation plutôt qu'à la punition.

Une forme particulière d'autogestion, appelée confédéralisme démocratique ou autonomie démocratique, propose une forme de gestion collective de la société, fondée sur des conseils de communes auxquels participent tous les habitants, ces communes sont ensuite regroupés en communautés de districts ou de villages, et enfin en cantons. Le but affiché est de combattre le principe d'État-nation et de le remplacer par une confédération de communes et de cantons. La résistance, tout en continuant son combat pour la reconnaissance du peuple kurde, ne pense désormais plus que cette libération passe forcément par un État, qui est désormais perçu comme un menace pour les libertés, quel que soit son origine.

La libération des femmes est l'un des éléments centraux, et les plus mis en avant, mais ne se limite pas aux bataillons des unités d'autodéfense féminines (YPJ). La place des femmes dans la nouvelle organisation de la société a été repensée, et certaines mesures ont été mises en place ; les représentants élus doivent maintenant être deux, un homme et une femme, et un pourcentage minimum de femmes est requis aux



postes de décisions ou dans les assemblées. La polygamie et les mariages forcés ont été interdits, et des structures spécifiques composées de femmes sont chargées de ces questions ainsi que des problèmes de violences conjugales, de viols, de « crimes d'honneur », etc.

De façon générale, nous manquons encore d'informations sur cette nouvelle forme d'organisation au Rojava, et nous n'avons pas la naïveté de croire qu'une révolution détruit du jour au lendemain les racines de toute domination. Nous ne croyons pas non plus que toutes les mesures prises soient en accord avec nos convictions anarchistes et que, surtout en période de guerre intense, une solution soit trouvée à tous les problèmes de l'ancien système. Ainsi la question sociale est-elle rarement abordée, et en tant qu'anarchistes nous ne pensons pas qu'une société, aussi « démocratique » soit-elle, résoudra la question sociale sans redistribution des richesses, des moyens de production et leur gestion directe par la population. Cependant, nous avons la certitude que quelque chose de nouveau se passe dans la région et qu'il est possible d'espérer que la révolution se renforcera, s'étendra et vaincra au Rojava.

Des armes pour Kobané !

Ouverture des frontières !

Vive la révolution, au Rojava comme ailleurs !

A. S.

Des fonds pour la révolution

Les réfugiés ont besoin d'aide ; les militantes et les miliciens ont besoin d'armes ; les familles des victimes ont besoin de secours.

Comme d'autres, le mouvement libertaire lance une campagne de soutien financier.

L'argent que vous enverrez transitera par des circuits sûrs, par l'intermédiaire des anarchistes de Turquie (DAF), en qui le PYD et les organisations kurdes ont toute confiance. Il finira par alimenter l'action des YPG-YPJ, des Maisons du peuple et des communes du Rojava.

Comment verser ?

Par virement :

à la Société d'entraide libertaire.

IBAN: FR76 1027 8085 9000 0205 7210 175

BIC: CMCIFR2A

Par chèque :

à l'ordre de SEL, mention – Kurdistan – au dos.

à expédier à CESL, BP 121, 25014, Besançon CEDEX.



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres
qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

Les Gari

Groupes d'action révolutionnaires
internationalistes

Tiburcio Ariza
et François Coudray

PRÈS DE PARIS, le 3 mai 1974, un fait divers vient «troubler» la campagne électorale pour l'élection présidentielle. Le directeur d'une banque espagnole Banco de Bilbao, Angel Baltasar Suarez, est enlevé à proximité de son domicile. Quelques jours plus tard, en Espagne, l'enlèvement et la séquestration sont revendiqués par une organisation jusqu'ici inconnue qui se nomme Gari et qui exige de l'État espagnol la libération de prisonniers de l'ex-MIL en échange du banquier. Deux d'entre eux risquent la peine de mort par garrot, comme a été exécuté deux mois auparavant, à Barcelone, leur compagnon de lutte Salvador Puig Antich.

Les observateurs découvriront par la suite que le (ou les) Gari n'est pas une organisation de type léniniste, que ce sigle est de circonstance et que l'enlèvement est le fait d'une coordination de groupes autonomes et d'individus de la mouvance libertaire. Coordination constituée dès le mois de janvier 1974 et qui, pour revendiquer les actions qu'elle a perpé-

trées au cours de l'année 1974, va utiliser divers sigles, dont celui des Gari.

Si la solidarité avec les prisonniers de l'ex-MIL a été le moteur de cette coordination, les groupes autonomes qui y participent se sont constitués au fil des mois et des années qui ont suivi les événements de mai 1968.

En France, l'idée de révolution (écartant le communisme autoritaire) connaît un regain d'intérêt dans les années 1960, au cours de diverses luttes, et elle a été développée par certains groupes d'agitation, de réflexion et d'expression théorique comme *Socialisme ou Barbarie* (SB), *l'Internationale Situationniste* (IS), *Informations et Correspondances ouvrières* (ICO), ceux du mouvement libertaire : *Fédération anarchiste* (FA), *Federacion Ibérica de Juventudes Libertarias* (FIJL), *Comité de liaison des jeunes anarchistes* (CLJA), *Liaison des étudiants anarchistes* (LEA), *Noir et Rouge*¹...

1968 marque un tournant et c'est dans l'effervescence qui suit les événements du mois de mai que des individus font connais-

sance, se lient d'amitié et s'unissent au gré des affinités. De manière spontanée, des groupes autonomes apparaissent dans plusieurs villes de France. Ils vont produire des textes, des affiches, des journaux, des brochures, tout en participant à diverses luttes. Ils revendiquent l'idée d'un changement radical de société, influencés par les idées anti léninistes, anarchistes, communistes libertaires, conseillistes, situationnistes.

«... En France, cette "autonomie" n'est absolument pas née de la décomposition de la gauche prolétarienne au début des années soixante-dix. Elle est apparue grâce à la décomposition de l'anarchisme, surtout dans sa version fédérée, au milieu des années soixante. En avril 1967, trois groupes, le Groupe anarchiste révolutionnaire, le Groupe Makhno de Rennes et le groupe de Ménilmontant rompaient avec la Fédération – bureaucratique et dogmatique – anarchiste dans le désir de créer une organisation réellement autonome². À Nantes, à Nanterre (les "Enragés"), à Strasbourg (le groupe "Luttes de Classes"), les groupes autonomes se forment sur des positions antiautoritaires, anti-léninistes et font des émules. L'agitation généralisée en mai 1968 suscitera la création de nombreux autres groupes : les Vandalistes de Bordeaux, groupe fondé, il est vrai, en avril 1968, un autre groupe des "Enragés" localisé à Montgeron créé pendant le mois de mai. Bien après ce mois d'agitation apparaissent le Comité d'action Enragé à Evian, en 1970 ; un autre groupe à Toulouse, en avril 1970, qui lançait une "campagne des bus" visant à inciter la population à ne plus payer les transports en commun ; un groupe nommé "Conseil Autonome 71" (créé sûrement en 1969, d'après nos sources), à Strasbourg ; un groupe intitulé les "Houligans de Paris", en 1970 ; et bien d'autres encore. Tous ont en commun de refuser aussi bien le gauchisme façon "mao-spontex" que le vieil anarchisme dégoulinant de dogmatisme antmarxiste. Ces groupes autonomes "antiautoritaires" étaient alors influencés par les théories les plus radicales de leur temps... » (Extrait du texte «les Mots et leur signification» paru dans la brochure Chien aboyant à la lune, février 1997).

Au début des années 1970, divers groupes ou individus autonomes tentent de se fédérer au niveau national. En 1970, des membres de communautés d'Ariège, des groupes d'Agen, de Marseille, de Montpellier, de Paris, de Toulouse... créent l'Union des Groupes autonomes libertaires. Par ailleurs, en 1971, c'est la naissance de Confrontation anarchiste qui va rassembler autour du journal des groupes de Châteauroux, Grenoble, Orléans, Paris, Strasbourg, Toulouse...

Estimant que manifestations et protestations ne suffisent pas pour contrer les projets du capital, des groupes envisagent des actions de sabotage et n'écartent pas l'hypothèse d'utiliser des armes. De la fin des années 1960 aux années 1980, on assiste au retour d'une certaine forme d'illégalisme (référence aux compagnons de la fin du XIX^e siècle et début du XX^e) : expropriations et propagande par le fait. En 1968, des premiers groupes interviennent à Bordeaux et à Paris. À Bordeaux, c'est

un groupe de jeunes travailleurs qui est emprisonné et déféré devant la Cour de sûreté de l'Etat. De juin à juillet 1968, ils ont attaqué, avec des cocktails molotov, une annexe de la faculté de droit, des commissariats, un local d'un parti de droite. À Paris, en décembre 1968, un autre groupe fait exploser quelques façades d'établissements bancaires, à l'aide de charges artisanales déposées dans les boîtes aux lettres. Au début des années 1970, d'autres groupes se forment et s'arment, ce qui va permettre, lorsque la situation l'exigera, d'envisager une solidarité concrète et d'agir.

Les Gari sont l'un des fruits de l'après-Mai 1968, issus de ce bouillonnement et des liens tissés au gré des affinités entre individus et groupes.

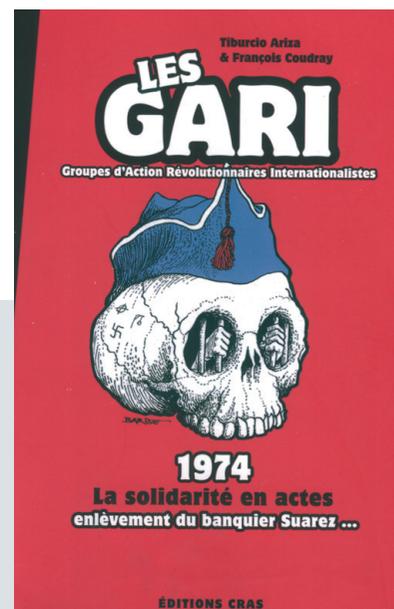
Les éléments déclencheurs de cette coordination Gari sont les incarcérations en Espagne en septembre 1973 de membres de l'ex-MIL et surtout de la condamnation à mort de l'un d'entre eux, Salvador Puig Antich. Il est donc important d'en dire un peu plus sur le MIL³ et de rappeler ce qu'il était quand de nombreuses informations erronées circulent à son propos.

T. A et F. C.

1. Pour en savoir plus sur cette période et sur les relations internes lire La FA et les situationnistes 1966 et 1967 de Guy Bodson, première publication en 1970, réactualisée jusqu'en 2003 et les Situationnistes et l'anarchie de Miguel Amoros, éditions de la Roue, 2012. Sur l'avant- et l'après- 68, lire Mouvements situationnistes. Une histoire intellectuelle de Patrick Marcolini, Editions L'échappée, 2012. Et, malgré des erreurs historiques sur le MIL, les Gari..., L'insurrection situationniste de Laurent Cholet, Editions Dagorno, 2000.

2. Création de l'Internationale anarchiste dont l'existence sera de courte durée.

3. Pour approfondir, lire Mouvement Ibérique de Libération, mémoires de rebelles de Jean-Claude Duhourcq et Antoine Madrigal, éditions Acratie, juin 2007. Pour ce document, nous avons puisé toutes les informations (arrestations, procès) concernant le MIL dans l'ouvrage du Cras.



Tiburcio Ariza et François Coudray, Les Gari, 1974. La solidarité en actes, enlèvement du banquier Suarez, édition Cras, 2013, 296 p. Chèque à l'ordre de Publico, 10% en plus pour les frais de port.

L'empire des caniveaux

EN AMÉRIQUE, tout est à vendre. Si, si. Même les caniveaux. Même les micro-espaces entre deux maisons trop proches l'une de l'autre pour que l'on puisse en tirer une rue. Même ces autres sous-espaces coincés entre bâtiments et voirie, inaccessibles ou si laids, si mal fichus, si mal posés, que personne ne pourrait y habiter ou y travailler ou leur trouver une quelconque utilité : 43 cm de large sur 88 m de long. Un mètre 12, puis 1 m 36, puis 52 cm, puis 14 cm de large sur 7 m de long, etc. Ces déchirures de ville, ces lambeaux de territoire, ces haillons urbains sont pourtant régulièrement mis en vente, aux enchères croiriez-vous, par certaines villes des États-Unis. New York entre autres, mégapole largement pourvue en espaces tératologiques. La chose, déjà surprenante, appelle aussitôt une question brûlante : qui donc achète ? On peut comprendre certaines transactions lors de travaux, d'aménagements, mais il semble qu'il existe aussi des acheteurs qui n'achètent que pour l'honneur et le bonheur de s'accorder à eux-mêmes le réconfortant titre de propriétaire.

Tranches de tranches

Dans les années soixante-dix, un artiste, Gordon Matta-Clark (la lectrice avisée soupçonne, à raison, qu'il s'agit du fils du peintre Matta), eut l'amusante idée d'en acheter une bonne quinzaine. Sa bourse n'en souffrit guère, il déboursa entre cinq et cinquante dollars par lot. Mauvaise affaire a priori puisque le fisc américain lui demanda par la suite de s'acquitter des taxes foncières correspondantes ! Il en eut bien pour dix dollars par an. J'ignore si les quelques visites qu'il organisa de ses lambeaux de domaine furent payantes : il aurait alors gagné de l'argent. En tout cas, Matta-Clark put monter une exposition, vendre photos et vidéos, et faire l'objet d'un livre. On parla de lui en France, lorsqu'à l'occasion de l'édification du



Centre Pompidou, et donc de la démolition des immeubles du plateau Beaubourg, il trancha dans une façade, une taillade en forme conique. Matta-Clark s'était fait connaître en tranchant. Des maisons, des appartements. À coups de scie et de marteau-piqueur. Il était assez logique que de la tranche physique, bétonovore, il passe à la tranche foncière, bétonophage, qu'il se fasse propriétaire de propriétés taillant dans l'espace sans propriétaire privé des tranchées bordant des propriétés privées (c'est compliqué, parfois, l'art moderne).

Réflexions amères sur les coupes claires opérées dans le tissu de la liberté

Bien entendu, l'exposition ne se contentait pas d'exhiber photos et vidéos de ces espaces sabrés dans le vif du corps public. Elle montrait aussi les titres de propriétés et certificats et notifications et reçus engendrés par cette forme originale de découpe. Sans doute ces paperasses étaient-elles le but véritable de cette sarcastique aventure : elles avaient, elles ont encore le pouvoir de contraindre leurs lecteurs à se souvenir que la propriété du sol, la propriété immobilière (immobile) n'est qu'une fiction humaine jetée sur le monde réel, une toile d'araignée

prétendant arrêter un ouragan, un moustique prétendant cornaquer un éléphant. D'autant qu'à y réfléchir, et la chose est sérieuse pour les compagnies minières, les compagnies aériennes et les états-majors, que signifie géométriquement posséder une surface ? Car il est clair que posséder une pure surface, c'est ne rien posséder. Une surface s'étend sur deux dimensions, les êtres humains vivent, consomment, produisent et exploitent d'autres êtres humains en trois dimensions. Dans certains pays, on affirme que la propriété du sol entraîne celle du sous-sol, dans d'autres non. Elle entraîne aussi la propriété de l'air au-dessus de la surface. Jusqu'où ? Graves querelles, qui surchauffent l'imagination des juristes : jusqu'à la fin de la zone de portance des ailes des vaisseaux aériens ? Jusqu'à l'orbite géostationnaire, celle qui permet aux satellites de rester au-dessus d'un même point terrestre toute l'année ? Au-delà ? Les Martiens nous feront-ils des procès ?

Frontières, cadastres et limites : immatérielles toiles d'araignée que seule l'illusion sociale permet de métamorphoser en murs et en chaînes.

Nestor Potkine

La chaise et le tabouret

UN TABOURET n'est pas plus masculin qu'une chaise n'est féminine. Notre langue est-elle donc si pauvre ou bien la sexualité tellement envahissante ? En français, il n'y aurait pas de moyen terme. La langue suédoise, elle, possède deux neutres. Or, chez les humains, depuis la nuit des temps, il y a domination du masculin sur le féminin ; domination attribuée au fait que, pendant une partie disproportionnée de leur vie, les femmes ont eu la charge des enfants, les éduquant, les portant dans leur ventre puis sur leur dos, tout en fournissant l'essentiel de la nourriture par la cueillette, tandis que les hommes se spécialisaient dans la chasse et la guerre.

Et les hommes, par l'usage des armes, auraient pris l'habitude de la domination. L'acte de guerre, d'ailleurs, se compare facilement à l'acte sexuel si l'on se réfère aux images triviales et dévalorisantes qui traduisent la soumission, comme « se faire enculer », « se faire baiser », « lécher le cul », etc.

Or la puissance des femmes, effective et concrète, est insupportable à la volonté de pouvoir des hommes : en effet, s'ils sortent tous d'un con – « la porte d'entrée de la vie » –, ce sont les mères qui leur ont enseigné la parole et qui sont porteuses de leur première culture ; les hommes, pour tout dire, ne servent surtout qu'au moment de la reproduction.

Le temps qui passe a beaucoup changé la donne, essentiellement grâce à la contraception qui a relativement libéré la femme, mais le combat se poursuit dans les esprits et contre les institutions, car, si l'égalité est écrite dans la loi, la réalité est tout autre. Le pouvoir masculin est installé dans nombre d'instances et de réseaux fortement réactionnaires qui ignorent superbement la loi. Il s'agit, entre autres, de la police, de l'armée, de la grande entreprise, de la finance, de la mafia, des partis politiques, etc. Aussi le féminisme, même s'il n'est pas considéré par certains comme le combat essentiel, ne souffre-t-il d'aucune attente.

Pour Laurence Biberfeld, c'est une guerre qui fait des morts et, surtout, des mortes. Et l'auteure ne craint pas d'employer le terme de « féminicide » pour dire les massacres de masse qui sévissent de l'Inde au Mexique, du Canada au Pakistan, de la Corée du Sud au Bangladesh,

etc., avec l'indifférence ou la complicité des différentes polices ; la « sale gueule du pouvoir » n'étant pas loin derrière, accompagnée du capitalisme.

La France, bien sûr, peut également être citée ; rappelons seulement, autour de l'année 2000, dans la région toulousaine, les 191 meurtres ou disparitions de femmes, en moins d'une décennie (affaires toujours non élucidées, semble-t-il).

Aussi, sous un titre particulièrement bien choisi – *La Femme du soldat inconnu* –, voici donc une charge menée avec brio, dans une langue drue qui épouse une volonté de liberté vraie ; c'est un assaut contre le machisme, mais pas contre l'homme ; nous trouvons là une analyse complexe, colorée, acérée, empreinte d'une forte expérience personnelle ; et cela nous change d'un certain féminisme culpabilisant les hommes ; l'égalité, écrit Biberfeld, se fera contre la grande majorité des hommes, mais également contre une majorité de femmes, car, pour l'auteure, il existe un « féminisme de classe », un « féminisme de collaboration ». « C'est-à-dire qu'il sous-évalue systématiquement les structures économiques et sociales du sexisme, et surévalue les faits divers. »

L'attaque contre la prostitution et contre la pornographie se révèle particulièrement démonstrative, le personnage central étant « la bite » trônant sur une femme réduite à un « tas de viande pourvu de trous », « accessoire multifonctions », femme « multiprises », etc. La « chatte », elle, particulièrement ignorée, relève de ce monde méconnu et invisible d'où le projet féministe veut extirper la femme, l'arracher à ce continent noir où elle est captive. En fait, les hommes seraient terrorisés par une jouissance féminine qui leur échappe.

Si l'être humain naît avec un dimorphisme sexuel plus ou moins affirmé, pour autant la femme n'est pas le contraire de l'homme ; ce qui est sûr, c'est que, sous pression de l'entourage et de la collectivité, on devient homme ou femme, chaque société fabriquant ses femmes ou ses hommes en accentuant plus ou moins leur apparence.

Parmi les diverses réflexions de Laurence Biberfeld, qui s'intéresse à une définition de la violence en soi, « la violence, machiste ou autre, s'accompagnerait d'une addiction à la pensée dogmatique, ce qui est le cas de la pensée sexiste, de la plu-

part des pensées économiques, de la pensée raciste et de l'idéologie des classes dominantes, sans parler de la pensée religieuse, la plus dogmatique de toutes puisqu'elle se fonde sur des prémisses invérifiables ».

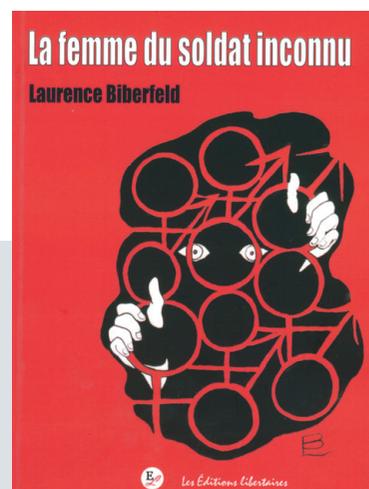
À de nombreuses reprises, l'auteure nous dit quand même son optimisme en notant que la société évolue rapidement, que les verrous de la domination sautent les uns après les autres, que la liberté croissante des femmes est maintenant lisible, que les familles éclatées, émiettées, monoparentales, de parents de même sexe, recomposées, etc., vont laisser derrière elles une nouvelle génération débarrassée des vieux carcans. Un mouvement irréversible est donc en route inexorablement :

« Et ce qui met nombre d'hommes en position de blocage, c'est que cette révolution paisible est le fait de femmes qui, pour la première fois de l'Histoire peut-être, les ont dépassés conceptuellement et les entraînent dans une direction inexplorée... »

Et nous ne pourrions décidément qu'adhérer au propos de Laurence Biberfeld quand elle écrit : « Aucun mouvement n'est émancipateur s'il fait l'économie de l'émancipation des femmes. » Mais c'était déjà notre conviction.

André Bernard

Cercle libertaire Jean-Barrué en Gironde



Laurence Biberfeld, *La Femme du soldat inconnu*, Éditions libertaires, 2014, 150 p. Chèque à l'ordre de Publico, 10% en plus pour les frais de port.

RADIO LIBERTAIRE

Jeudi 6 novembre

20:30>22:30 **Jazzlib'** Nous recevons le guitariste Richard Manetti à l'occasion de la sortie de son album *Groove story*.

Vendredi 7 novembre

14:30>16:00 **Les oreilles libres**. Nous recevons la présidente de l'association Art Brut, Connaissance et Diffusion, Barbara Safarova.

Samedi 8 novembre

10:00>11:30 **La Philanthropie de l'ouvrier charpentier**. Mise en espace de La Nueve avec des membres de l'association du 24 août 1944.

Lundi 10 novembre

16:00>18:00 **Trous Noirs**. Alexandre Skirda pour la réédition, aux Éditions Spartacus, du livre *le Socialisme des intellectuels, Critique des capitalistes du savoir*, textes du révolutionnaire polonais Jan Wacław Młchański.

Mardi 11 novembre

19:30>20:30 **Parole d'associations**. Bruno Daraquy pour *Calamity Jane*. *Le Procès*, pièce de (et avec) Patrick Font, Bruno Daraquy, Yolande Trawinski-Chaume et Guyom Touseul.

Mercredi 12 novembre

18:30>20:30 **Femmes libres**. Les luttes de femmes dans les pays du Maghreb, avec Sanhadja Akrouf sur le thème « Où en est le féminisme en Algérie ? ».

Chers lecteurs et chères lectrices,

Nous rencontrons depuis quelques semaines des problèmes dans la gestion des prélèvements bancaires automatiques. C'est la raison pour laquelle votre compte n'a pas été débité ces deux derniers mois. Nous faisons tout notre possible pour que la situation revienne à la normale et nous nous excusons pour la gêne future occasionnée (plusieurs prélèvements en un seul mois). Bien sûr, ces problèmes n'affectent pas les abonnements et vous continuerez à recevoir normalement vos numéros du *Monde libertaire*.

Salutations anarchistes.
L'administration du *Monde libertaire*



PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



AGENDA

Vendredi 7 novembre

Paris XI^e

17h30 à 19h30. Expo-dédicace de Laurent-Nicolas et des Éditions Lilo en soutien à la librairie du *Monde libertaire* à l'occasion de la sortie du *Voleur de silhouettes* et *Petit traité à l'intention des Rossignols* (ouvrage collectif, <http://www.editionslilo.com>). Lectures à plusieurs voix. Vernissage, lecture, dédicace et verre de l'amitié. Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot.

Samedi 8 novembre

Marseille (13)

17 heures. Des contestations de l'école à l'école de la contestation par Grégory Chambat au Cira, 50, rue Consolat. Entrée libre

Paris XII^e

18 heures. Panaït Istrati, un chardon déraciné. Présentation du livre *les Haidoucs* avec Monique Jutrin, Christian Delrue, Carmen Oszi et Lélío Ploton. CICP - 21^{ter}, rue Voltaire.

Jeudi 13 novembre

Paris XI^e

19 heures. Dans le cadre de la sortie de la biographie *Panaït Istrati, un chardon déraciné* et d'une nouvelle édition de *Présentation des Haidoucs* aux éditions L'Échappée, Carmen Oszi, postfacière de *Présentation des Haidoucs*, et Jacques Baujard, des éditions L'Échappée, viendront présenter l'oeuvre de l'écrivain roumain. Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot.

Vendredi 14 novembre

Paris XI^e

19 heures. Rencontre et débat avec Gaetano Manfredonia pour l'ouvrage *Histoire mondiale de l'anarchie* (Éditions Textuel et Arte). De la Russie au Japon en passant par l'Espagne, les États-Unis, la France, l'Argentine, Israël ou l'Égypte et bien d'autres pays encore, Gaetano Manfredonia présente ici une fresque de l'anarchie en une centaine de séquences, de 1789 à nos jours.

Samedi 15 novembre

Arcueil (94)

15 heures à 18 heures. Table ronde des auteurs libertaires sur le thème de: L'Actualité de la pensée libertaire. Médiathèque d'Arcueil, 1, rue Louis-Frébault. RER B, Laplace. Tél : 0149085171. Mail: mediatheque@mairie-arcueil.fr

Dimanche 16 novembre

Paris V^e

13h30 à 17h30. La librairie du *Monde libertaire* vous invite au centre culturel La Clef pour un après-midi d'information et de rencontre sur le Kurdistan et Cuba. Le mouvement libertaire aujourd'hui à Cuba. Projection d'un film et débat avec Daniel Pinos. Une révolution sociale au Kurdistan? Débat avec un camarade libertaire. Buffet latino permanent (réalisé par l'émission Tribuna latino americana de Radio libertaire) en soutien à la librairie du *Monde libertaire*. Librairie sur place. Entrée libre. Centre culturel La Clef, 21, rue de La Clef. Métro Censier-Daubenton.

Les 17 et 18 novembre

Paris XX^e

20 heures. Serge Utgé-Royo invite des artistes à le rejoindre. Vingtième Théâtre, 7, rue des Plâtrières.

Mercredi 19 novembre

Paris XX^e

20 heures. Représentation de la mise en espace de La Nueve. Jouée par des membres de l'association 24-août-1944. Au Vingtième Théâtre, 7, rue des Plâtrières -

Vendredi 21 novembre

Merlieux (02)

20 heures. Rencontre-débat avec l'historien Gaetano Manfredonia pour son livre *Histoire mondiale de l'anarchie* (Éditions Arte, Textuel, 2014). Une véritable fresque de l'anarchie à travers le monde et le temps présentant l'historique de ce mouvement libertaire, mais aussi son actualité et la pertinence des idées anarchistes. Cet ouvrage étant la 1000^e acquisition de la Bibliothèque sociale, le groupe Kropotkine compte fêter ça dignement. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre. Plus d'infos sur: <http://kropotkine.cybertaria.org>. Athénée libertaire 8, rue de Fouquierolles.

Les 22 et 23 novembre

Lyon (69)

4^e Salon des éditions libertaires. Le Centre de documentation libertaire, la librairie libertaire La Gryffe et les Amis de La Gryffe. 0478610225 (du lundi au samedi de 14 heures à 19 heures). 5, rue Sébastien-Gryphe. salonzedlib@lagryffe.net



**RASSEMBLEMENT
POUR AFFIRMER ENSEMBLE :**

**PAS DE
GUERRE
ENTRE LES
PEUPLES**

**PAS DE
PAIX
ENTRE LES
CLASSES**



**À LA GUERRE :
CHAIR À CANON**

**AU BOULOT :
CHAIR À PATRON**

NON À TOUTES LES GUERRES !

MARDI 11 NOV. - 11H - DEVANT LE 11 RUE BATTANT, BESANCON

Signataires : FA - CNT - Libertaires

**RASSEMBLEMENT
POUR AFFIRMER ENSEMBLE :**

**PAS DE
GUERRE
ENTRE LES
PEUPLES**

**PAS DE
PAIX
ENTRE LES
CLASSES**



**À LA GUERRE :
CHAIR À CANON**

**AU BOULOT :
CHAIR À PATRON**

NON À TOUTES LES GUERRES !

MARDI 11 NOV. - 11H - DEVANT LE 11 RUE BATTANT, BESANCON

Signataires : FA - CNT - Libertaires

**RASSEMBLEMENT
POUR AFFIRMER ENSEMBLE :**

**PAS DE
GUERRE
ENTRE LES
PEUPLES**

**PAS DE
PAIX
ENTRE LES
CLASSES**



**À LA GUERRE :
CHAIR À CANON**

**AU BOULOT :
CHAIR À PATRON**

NON À TOUTES LES GUERRES !

MARDI 11 NOV. - 11H - DEVANT LE 11 RUE BATTANT, BESANCON

Signataires : FA - CNT - Libertaires

**RASSEMBLEMENT
POUR AFFIRMER ENSEMBLE :**

**PAS DE
GUERRE
ENTRE LES
PEUPLES**

**PAS DE
PAIX
ENTRE LES
CLASSES**



**À LA GUERRE :
CHAIR À CANON**

**AU BOULOT :
CHAIR À PATRON**

NON À TOUTES LES GUERRES !

MARDI 11 NOV. - 11H - DEVANT LE 11 RUE BATTANT, BESANCON

Signataires : FA - CNT - Libertaires